VÉGÉTALISME
et
ÉCOLOGIE

pour une alimentation
et une société
non-prédatrices

Brochure éditée à l'occasion du festival Viva Vegan
à l'Espace Autogéré, Lausanne, du 11 au 13 avril 2003

De quoi parlons-nous ?

Ce texte propose une réflexion sur les raisons écologiques pouvant mener à adopter une alimentation végétalienne, et sur quelques questions qu'un-e écologiste radical-e peut se poser au sujet de l'exploitation animale.

On n'y parlera pas de souffrance animale, ce qui est (avec raison) la principale question qui amène les gens à cesser de s'alimenter avec de la nourriture d'origine animale, mais plutôt d'écologie au sens large. Quel est le rôle, quelles sont les conséquences de la production d'une telle nourriture dans notre société industrialisée, et quelles réponses apporte le végétalisme ?

Les végétalien-ne-s, par définition, refusent de consommer les produits d'origine animale. Il est facile de démontrer qu'une telle alimentation « pollue moins » qu'une alimentation carnivore, bien que cela contredise certains préjugés tenaces. Mais si l'on admet que le champ d'action de l'écologie n'est pas seulement la gestion de la dégradation de l'environnement, mais concerne plus largement les interactions entre les différents éléments de la biosphère, il faut s'attarder un peu plus sur les relations entre l'humanité et la nature en général. Ce qui questionne forcément l'évolution de l'agriculture et de la technologie, dans quels rapports ville-campagne ou « Nord-Sud » s'inscrit cette évolution, et quelle est la place de l'élevage dans tout ça…

Ce texte propose de défricher le sujet, à partir d'un point de vue sur monde qui vaut ce qu'il vaut, et un auteur qui ne demande qu'à l'améliorer. Les commentaires, critiques, documents, propositions sont bienvenus à l'adresse suivante : djd@ziplip.com

Une alimentation insoutenable

Selon l’argumentation environnementaliste classique des végétalienNEs, l’alimentation à base animale est trop peu efficace, car elle consomme beaucoup plus de ressources et génère beaucoup plus de pollution que l’alimentation végétalienne. On peut définir l'efficacité de la production alimentaire comme le rapport entre les quantités de nourriture que mange l'humainE et ce qui est mis en œuvre pour que la nourriture arrive dans son assiette: agriculture, élevage, industries, transports, ... La production alimentaire animale est d'une efficacité très faible, car elle se place au sommet d'une chaîne alimentaire à plusieurs étages, selon une hiérarchie humain/animal/végétal. Alors qu'une alimentation totalement végétale comporte un étage de moins : humain/végétal seulement, ce qui implique une base végétale environ 10 fois moins importante pour nourrir un être humain, car le rendement de l'élevage (par rapport aux végétaux de fourrage qui y entrent) dépasse rarement 10%.

La consommation de produits animaux implique donc non seulement une production végétale beaucoup plus importante qu'une alimentation végétale directe, mais la multiplication des étapes de production (élevage, boucherie, fromagerie, transports, congélation, conditionnement, emballage...) multiplie aussi les déchets, les sous-produits potentiellement polluants. Les conséquences de notre alimentation carnée et lactée sont dramatiques pour les sols, les eaux souterraines et de surface, les forêts et l'atmosphère.

La réponse des végétalienNEs à ces problèmes est de diminuer toutes ces pressions sur l’environnement en supprimant leur demande en élevage, ce qui diminue aussi leur demande indirecte en végétaux.

La nourriture:

La consommation d'animaux, eux-mêmes nourris de végétaux, est pour les humains une forme d'alimentation indirecte. En conséquence, pour obtenir la même quantité de calories ou de protéines dans l'assiette, il aura fallu cultiver 5 à 10 fois plus de végétaux pour de la viande que pour du pain. Dans les années 1990, 50% des céréales cultivées en Suisse (70% aux USA) étaient destinées à l'alimentation des animaux. Vous avez dit gaspillage?

Les sols et les forêts:

Nourrir des animaux d'élevage demande plus de surface à cultiver pour faire pousser des céréales et autres végétaux. Comme il y a concurrence dans le monde entier entre l'agriculture et la forêt, et que les intérêts des humains priment sur ceux des autres espèces, ce sont les forêts qui trinquent! La déforestation de la forêt amazonienne est en bonne partie destinée aux grands propriétaires terriens qui font de l'élevage et de la culture de soja pour l'exportation dans les pays riches. Comme les arbres maintiennent le sol grâce à leurs racines et diminuent le ruissellement de l'eau, le passage d'une forêt à une surface agricole se traduit souvent par une destruction des sols à court ou moyen terme. L'intérêt des humains est donc de minimiser leurs besoins en surface agricole, car l'épuisement des sols va bon train.

Pour ce qui est des terres trop pauvres pour l'agriculture et utilisées pour le pâturage, elles sont souvent surexploitées, notamment à cause de la misère de nombreuses communautés pastorales qui les pousse à user leurs terres au maximum, causant ainsi un appauvrissement des sols et

une désertification progressive.

L'eau:

Le gaspillage devient encore plus criant lorsqu’on observe les conséquences de l’élevage sur les eaux, qui sont de plus en plus rares et/ou polluées dans de nombreux endroits de la planète. D’une part on consomme une grande quantité d’eau propre : alors que la production d’un kg de céréales nécessite environ 100 l d’eau, celle de viande nécessite 2000 à 15000 l d’eau ; d’autre part on rejette dans l’environnement des eaux fortement polluées.

Les surfaces agricoles destinées au fourrage nécessitent de l'irrigation, et sont largement cultivées de manière intensive, avec moult nitrates et produits biocides, et la pollution des nappes phréatiques que cela implique.

A cela s’ajoutent bien sûr les eaux usées issues de l’élevage, qui sont fortement chargées en ammoniac, ce qui est une des causes majeures (avec les nitrates et les phosphates) d’eutrophisation des eaux de surface. L’eutrophisation est une sur-fertilisation des écosystèmes aquatiques qui amène une prolifération d’algues, jusqu’à priver le fond de lumière et d’oxygène, ce qui fait d’abord disparaître presque toute la biodiversité puis crée des conditions anaérobies nauséabondes et polluantes.

Environ 50% de la pollution des eaux en Europe est due aux élevages massifs d’animaux. En Bretagne, la pollution des eaux due aux élevages porcins est une catastrophe majeure. Aux USA, la part de pollution des eaux due à l’agriculture est plus importante que celle due aux villes et aux industries réunies. En Suisse centrale, plusieurs petits lacs comme ceux de Sempach et de Baldegg sont si eutrophes (à cause de

l’élevage bovin) qu’on a dû les oxygéner artificiellement à l’aide de pompes.

La biodiversité:

La destruction des forêts et le sur-pâturage, la pollution des eaux et le dérèglement climatique détruisent l'habitat d'innombrables espèces, ce qui ne manque pas de causer la disparition définitive de nombre d’entre elles.

De plus, les animaux que les humains utilisent pour se nourrir sont le fruit d'une très étroite sélection des espèces et races les plus rentables, que l'on reproduit à volonté au détriment de l'immense variété existant à l'état sauvage. Ce processus atteint actuellement son paroxysme avec les OGM qui sont en train d’être expérimentés tant sur les végétaux que sur les animaux.

L'effet de serre:

On a vu les problèmes de déforestation causées par l’élevage et le pâturage, et on peut facilement en déduire les conséquences en terme de larguage de dioxide de carbone (CO_2) dans l’atmosphère, donc d’augmentation de l’effet de serre.

On sait moins que la production de méthane par les pets des vaches suisses augmente plus l'effet de serre que nos transports ! En effet, le méthane (CH_4), gaz produit dans les processus de dégradation anaérobie (sans oxygène) de la matière organique, est environ 20 fois plus efficace que le CO_2 en terme d’effet de serre. Or, les intestins des ruminants en produisent beaucoup, d’autant plus s’ils sont nourris de

manière intensive avec des céréales. Résultat : la quantité de méthane dans l'atmosphère a augmenté de 150% en moins de deux siècles (les ruminants n'en sont pas la seule cause, mais une des principales).

N'oublions pas la consommation accrue d'énergie destinée à faire parvenir les produits d'origine animale dans nos assiettes : les tracteurs roulent au Diesel ; les intrants chimiques (fertilisants, biocides) demandent de l'énergie à la fabrication ; le transport du fourrage et du bétail se font souvent sur de longues distances ; les élevages, les abattoirs, les fromageries, la pasteurisation, le conditionnement, les congélateurs consomment de l'électricité et de la chaleur.

La médecine :

L'alimentation animale augmente indiscutablement les dégâts sanitaires de la « malbouffe » dans les pays riches : cholestérol, cancers, ostéoporose... Voir la brochure « Végétalisme et santé » aux éditions T'okup.

Le coût environnemental du traitement médical de ces maladies « de civilisation » n'a probablement pas encore été évalué. On peut toutefois imaginer qu'il est très important !

Illusions des omnivores bien-pensant-e-s

Pour répondre à l'argument : « je ne mange que peu de viande », il faut bien constater que ce n'est pas le cas de tout le monde. La consommation mondiale de viande a plus que doublé depuis 1950. En 1990, la consommation de viande en Suisse avait dépassé la consommation de pain. L'alimentation de ce pays est aussi caractérisée par une consommation élevée de lait et de fromages. Une étude récente s'inquiète du fait qu'une forte proportion de la population ne mange pratiquement pas de légumes. La Suisse n'est bien sûr pas un cas isolé dans les pays industrialisés. C'est donc bien d'une alimentation basée sur la consommation d'animaux que nous parlons. Même si la tendance au cours des années 1990 a été une lente diminution de la consommation de viande et une progression des aliments végétariens « de substitution », l'ensemble de la société n'a pas changé de mode de consommation en 10 ans.

Certaines personnes, en discutant avec des végétalienNEs, justifient leur consommation d'animaux par le fait qu' « il faut bien que les vaches et les chèvres broutent l'herbe des prairies et des alpages ». Ensuite, ces personnes en concluent que « la viande, c'est écologique ». Ceci sous-entend qu'illes ne consomment que des produits animaux issus du pâturage, ce qui est généralement faux malgré le fait qu'illes « font attention ». La réalité est que la majorité du bétail est nourri avec des aliments concentrés : céréales, soja, farines douteuses, qui doivent être cultivés à cet effet. Leur raisonnement est d’autant plus déplacé qu’il fait référence à un contexte qui n'est plus celui d'aujourd'hui, celui où la production alimentaire était intégrée dans la société

paysanne. Ensuite, on peut discuter de l'impact écologique du pâturage, qui dépend fortement des conditions économiques des communautés pastorales qui ont souvent mené au surpâturage, et donc à un fort appauvrissement des écosystèmes exploités.

Posons-nous plutôt la question : quel est le rôle écologique, aujourd’hui, de notre alimentation basée sur l’exploitation des animaux ? Il faut pour cela considérer le contexte dans lequel nous vivons : une société urbaine, industrielle et marchande. Finie l'autonomie alimentaire, bonjour l'agriculture et l'élevage intensifs, l'industrialisation tous azimuts. Même s'il existe encore des bergerEs sympas et depuis peu des éleveurEs bio, l'écrasante majorité de la production alimentaire est organisée, rationalisée à grande échelle, et représente pour l’économie capitaliste un secteur industriel comme un autre.

Urbanisation et alimentation

Un des facteurs psychologiques masquant la réalité est le suivant : les habitantEs de la campagne sont maintenant intégréEs au mode de vie urbain, mais ne veulent souvent pas l'admettre. Ce paradoxe est caricaturé par la ménagère vaudoise remplissant son caddie de viande emballée sous plastique, au supermarché de gros... Un reste de culture issue d'un mode de vie paysan, en réalité en déclin depuis plusieurs générations. La production agricole (bio y compris) passe par des grandes centrales de distribution, pour alimenter les supermarchés des villes et des campagnes. Les petites boucheries se font rares, et l’abattage « à la maison » est illégal, car non soumis à l’impôt. Pourquoi un tel système s’est-il mis en place ?

Les régions densément peuplées, les systèmes urbains en particulier, doivent importer des ressources pour s'alimenter. Ceci implique que d'autres régions doivent produire plus que ce qui est nécessaire à leur propre consommation, pour pouvoir exporter vers les villes. Pour s'assurer de leur alimentation continue, les villes doivent s'assurer de la collaboration sans faille des campagnes ou des régions qui les nourrissent, et le font en établissement sur celles-ci des rapports de domination sociale: propriété privée, étatisation, colonisation, industrialisation, guerres. Pensons au colonialisme et à son importance pour le développement des villes et des états occidentaux. Tout au cours de l'histoire, les villes ont progressivement constitué le lieu du pouvoir, menant les processus de domestication de l'humanité: agriculture, esclavage, servage et salariat. Le salariat est la forme de domestication qui correspond à la révolution industrielle, et l’exode rural forma le prolétariat industriel, dépendant de l’État bourgeois.

Parallèlement progressa aussi la domination de la nature : de la révolution néolithique à la révolution industrielle, la « nature sauvage » s’est transformée aux yeux des humains en « ressources naturelles », à mesure que les progrès techniques poussèrent de plus en plus loin les possibilités d’exploitation de la nature. La domestication des céréales permit non seulement à des plus grands groupes humains de se rassembler et créer des villes, mais aussi à des élites de se former dans ces villes autour du savoir technique et du stockage des céréales, indispensables aux populations urbaines qui en dépendaient. C’est le même schéma qui n’a cessé de se répéter depuis : la domestication d’un élément préexistant dans la nature permet à une élite de domestiquer d’autres humains.

Prenons maintenant le contexte actuel des États industrialisés. L'ancienne classe paysanne y est maintenant considérée comme un ensemble de salarié-e-s, qui sont exploité-e-s par divers groupes privés (grands propriétaires, centrales de distribution alimentaires, semenciers, industries des machines agricoles, des pesticides, des antibiotiques, etc…) mais aussi par l'Etat (TVA, impôts fonciers, impôts de succession lors de l'héritage de la ferme, …) Dans un tel rapport de domination et d'exploitation, les agriculteur-ice-s luttent pour leur survie et doivent produire à moindre coût, ce que les pouvoirs en place justifient grâce à leur idéologie productiviste.

Le végétalisme contre le productivisme ?

Selon cette idéologie, la voie du progrès est l'augmentation continue de la productivité, c'est-à-dire la diminution des coûts de production par rapport à la richesse produite. Un exemple typique de l'idéal productiviste est l'énergie nucléaire, qui était vantée à ses débuts comme une source d'énergie tellement bon marché que la mesure de sa production coûterait plus cher que la production elle-même (« too cheap to meter »). Ce qu'on voit en pratique, c'est que cette idéologie profite uniquement aux possédantEs et néglige les conséquences sociales et environnementales de la production. Le productivisme est la logique de la privatisation des profits et de la collectivisation des coûts (les fameux « coûts externes »).

Ça s'applique bien sûr au nucléaire, mais aussi à l'élevage : l'exigence de minimisation des coûts conduit à la concentration et à l'industrialisation des élevages, ce qui profite aux capitalistes énumérés précédemment (grands propriétaires, Migros, etc...) et coûte au bien-être des animaux et à la société en général. Gestion publique des pollutions, endettement de la petite paysannerie puis mise au chômage, subventions de la production de viande, de lait, etc… Il est donc faux de dire que les consommateurs et consommatrices bénéficient du faible coût des produits animaux, puisqu'en tant que contribuables, illes assument les “ coûts externes ”.

Le raisonnement environnementaliste de certain-e-s végétalien-ne-s comporte une dimension économiste qui ne se distancie pas clairement de l'idéal productiviste, car elle inciterait à passer à une alimentation végétalienne *pour des raisons d'efficacité économique*. Habituellement, cet

argument est ajouté pêle-mêle à ceux qui contestent l'exploitation des animaux, et la destruction du monde en général. Un point de vue écologiste radical devrait se contenter de ces derniers arguments pour contester tant l'alimentation prédatrice que le productivisme.

Vers un élevage industriel propre ?

Les adeptes du développement durable et de l'écologie industrielle voudraient recycler systématiquement les sous-produits animaux dans des nouveaux procédés industriels, offrant du coup des débouchés aux industries animalivores. Premièrement, c'est une illusion que de vouloir tout recycler, puisque tout procédé dégrade de la matière et de l'énergie, comme le décrit le deuxième principe de la thermodynamique, donc essayer de tendre vers la production « zéro-déchet » se heurte à des problèmes croissants de coûts financiers, énergétiques et matériels. Des limites de l'écologie industrielle: les risques de contamination dans le recyclage des farines animales nécessitent qu'une partie des déchets animaux solides soit brûlée, ce qui est un recyclage entropiquement moins efficace que le recyclage de matière.

Autre exemple : considérons par exemple le problème des pets de vache. Supposons que ces émanations empêchent la Suisse de respecter le protocole de Kyoto. Les ingénieurEs se demanderont: comment valoriser ce sous-produit de l'industrie laitière, ce qui nous permettra du même coup de protéger l'environnement ? On peut imaginer de traiter l'air des étables, et il faudrait pour cela que les vaches elles-mêmes y soient confinées et ne voient jamais la lumière du jour. Outre le fait que ce soit contraire aux objectifs de la libération animale, le méthane est surtout trop dilué dans l'air des étables pour être récupéré de manière rentable. On entendra alors la plaisanterie habituelle: « Ya qu'à mettre un sac au cul des vaches ! » que les ingénieurEs risquent fort de prendre au sérieux quand on sait la sophistication qu'illes mettent déjà à concevoir des techniques adaptant la vie du bétail aux impératifs économiques. Imaginons qu'illes trouvent un moyen de fixer une prothèse aux vaches pour capter leurs bio-pets, ce que les vaches apprécieront aussi... Mal(?)heureusement, des économistes de l'environnement viendront expertiser que le coût de ces prothèses dépasse les coûts externes engendrés par l'augmentation de l'effet de serre. Finalement, la solution qui s'impose : créer des vaches génétiquement modifiées pour ne pas polluer. Il paraît que la recherche scientifique y travaille déjà... Et voilà : on saura alors apprécier ces nouvelles manipulations qui réifient (en font des choses) encore plus les animaux, si c'est encore possible, sous des prétextes environnementalistes.

Ne pas choisir entre les humains et les autres

Nous avons pu constater, vu ses conséquences environnementales et son utilisation économique, que l'alimentation prédatrice contribue à piller la terre et à créer la misère généralisée.

Au lieu de ne faire que déplacer les problèmes, il faut se rendre à l'évidence que le meilleur moyen de réduire la consommation est de ne pas consommer, et que la voie la plus simple pour réduire les déchets est de ne pas en produire.

Au niveau éthique, le végétalisme s’inscrit dans le cadre de l’antispécisme (voir dans les définitions). On peut considérer que les souffrances des animaux d’élevage sont les souffrances directes que refusent les antispécistes, alors que les dégâts environnementaux de l’alimentation actuelle causent des souffrances indirectes aux animaux en détruisant leurs habitats. C’est une dimension non négligeable des intérêts en jeu dans nos choix alimentaires.

On peut même élargir la perspective, et considérer que le végétalisme s'inscrit dans la philosophie de l'écologie profonde, qui prône notamment l'égalité morale entre toute espèce vivante, humaine, animale, végétale ou autre, et attribue aussi une valeur propre aux écosystèmes (*égalitarisme biocentrique*). Il s'agit selon l'écologie profonde de mettre en question non seulement la souffrance (*pathocentrisme*), mais globalement l'utilitarisme qui nuit au droit à l'existence de la majorité des espèces « inutiles » et condamne les autres à devenir des choses (réification), par

exemple pour l'alimentation humaine. Ce point de vue serait d’autant plus cohérent pour un-e végétalien-ne que la destruction des écosystèmes comme les lacs ou les forêts à cause de nos choix alimentaires serait moralement désapprouvée en tant qu’écologiste « profond-e ».

Par contre, aucun de ces courants d'idées n'attaque implicitement les hiérarchies internes à l'espèce humaine. Il existe une tendance chez les végétalienNEs, les partisanEs de la libération animale et les écologistes profonds à considérer l'espèce humaine comme un tout indifférencié, indépendamment de la position sociale des individuEs. Ce qui n'incite guère à combattre l'injustice sociale, ni à analyser les causes *internes à la société* de l'écrasement de la vie non-humaine. La lutte pour la libération animale aurait tout à gagner de comprendre certaines dynamiques culturelles qui façonnent le rapport aux animaux non-humains et l'idée de « nature », pour pouvoir ensuite mieux les contrer.

Un des risques des analyses « a-sociales » est de préconiser de réduire le nombre d’êtres humains par tous les moyens, et d’encourager les épidémies, les stérilisations forcées et les génocides. Certains déclarations de ce types ont été faites dans les années 1980 par des « deep ecologists » américains. S’il faut effectivement constater d’une part que le niveau actuel de la population humaine n’est pas soutenable pour la planète, d’autre part que l’humanisme exclusif est inacceptable, il est tout aussi inacceptable de proposer des solutions négligeant la souffrance et les intérêts des humain-e-s. Il ne s’agit pas de « venger la nature », car cela reproduit l’erreur fondamentale de considérer l’humanité comme étant *séparée* de la nature.

Pour éviter ces lourdes erreurs idéologiques, il faut réaliser la

complexité de la société, dont tou-te-s les écologistes et les végétalien-ne-s sont issu-e-s, et en tenir compte pour mettre en place des stratégies efficaces. Par exemple, la plus efficace et la plus digne des stratégies de contraception est une éducation féministe. En ce qui concerne l'alimentation, le passage du fast-food à une alimentation écologique et non-prédatrice ne se fera pas s'il manque le plaisir et la convivialité d'une bonne bouffe partagée. Dans ces deux exemples, on peut à la fois les intérêts humains et non-humains. Il faut conjuguer la libération animale et le respect de la biosphère en général avec la libération humaine.

Révolution sociale et écologique !

Il faut aussi pour cela éviter les pièges de l'environnementalisme qui ne rompt pas avec les fondements de la domination et de l'exploitation. L'idéologie du développement durable pourrait-elle récupérer le végétalisme pour sauver le capitalisme ? Le végétalisme semble pourtant en nette opposition avec l'idéologie de la croissance, ne justifiant pas l'existence d'un secteur industriel par sa contribution au PIB, mais jugeant son activité comme étant nuisible en soi.

Dans une perspective libertaire et réellement écologiste, il faut penser le végétalisme dans une perspective de décroissance économique, de réappropriation de l'alimentation. Dans le contexte actuel, être végétalienNE pousse à cuisiner soi-même, à questionner l'industrialisation, mais à partir d'un certain seuil de tension écologique et sanitaire que nous sommes en train de passer, l'industrie produira de plus en plus de produits « écologiques et sains » ainsi que végétaliens, au-delà même des bénéfices d'image pour les entreprises.

Mais rien ne pousse le système productif capitaliste à dépasser les conditions de production esclavagistes, que ce soit pour du bétail OGM ou des légumes bio. Rien ne le pousse à dépasser le schéma « bouffe de merde pour les prolos, diététique pour les riches ». La logique productiviste demeure si on ne renverse pas le système économique qui l'incarne. La lutte pour les intérêts humains doit être intégrée de manière cohérente dans une stratégie antispéciste.

Un des enjeux principaux est de sortir du salariat et se battre pour atteindre l'autonomie alimentaire et économique, pour

l'autonomie politique (autogestion). On doit pour cela se défaire de la dépendance et de la domination de l'Occident sur le reste du monde, défier l'urbanisation/industrialisation de nos espaces, s'approprier des technologies émancipatrices, combattre la marchandisation du vivant.

Selon ce dernier objectif, on peut argumenter qu'en étant plus sain, le végétalisme nous aide aussi à une réappropriation de la santé, évitant de recourir au salaire pour rétribuer le savoir spécialisé de la médecine bourgeoise. Certain-e-s préconisent « l'exode urbain ». Pour nourrir un nombre énorme d'humain-e-s, on peut imaginer des sociétés agro-forestières communautaires, plus nourrissantes que les monocultures, en s'inspirant par exemple de la permaculture. Et si l'on ne peut pas éliminer les villes, le végétalisme peut réduire leur rapacité, et rendre plus envisageable l'autonomie alimentaire.

Mais ces stratégies sont insuffisantes, car pour éviter de se cantonner à des expériences marginales, il faut renverser le système en place. Car, comme le montre l'histoire, l'Etat capitaliste, productiviste, marchand, etc… s'oppose toujours violemment à ce qui menace sa perennité, ce à quoi il ne peut pas s'adapter. L'objectif d'une alimentation non-prédatrice, ni pour les humains ni pour les autres espèces, s'inscrit dans une rupture vis-à-vis du rapport à la « nature » qui fonde notre société de domination et d'exploitation. Il y a donc fort à craindre que sans *révolution sociale*, tant la libération humaine que la libération animale se feront attendre !

Quelques définitions

Ces définitions sont proposées dans le but de faciliter la compréhension de certains termes. Les types d'alimentation ne sont pas à considérer comme des catégories exclusives; dans la pratique elles sont parfois élastiques, et chacun/e définit son alimentation de façon personnelle.

Végétarien/ne – ne consommant aucun produit issu de l'abattage des animaux, c'est-à-dire ni viande d'animaux terrestres, ni viande d'animaux marins, ni gélatine, ni présure, ni caviar.

Végétalien/ne (ou végétarien/ne strict/e) – ne consommant que des végétaux, c'est-à-dire ni viande, ni produits laitiers, ni miel.

Vegan – terme anglo-saxon, souvent traduit par végétalien/ne en français. Un/e vegan, en plus d'être végétalien/ne, n'utilise aucun produit d'origine animale, dans toutes les facettes de sa vie, c'est-à-dire ni laine, ni cuir, ni fourrure, ni cire d'abeille, ni produits testés sur les animaux, etc...

Freegan – ce terme anglo-saxon s'applique aux personnes dont le mode de consommation est vegan, mais qui acceptent de se nourrir de produits d'origine animale lorsque ceux-ci sont obtenus sans soutenir leur production. Par exemple, un/e freegan mange du fromage récupéré gratuitement auprès de qulequ'un qui s'en débarasse, mais n'en achète pas.

Frugivore / fruitarien/ne – ne se nourrissant que de fruits (frais, secs, graines) pour ne pas détruire de plantes, ce qui peut être évité dans une certaine mesure en se limitant à la cueillette de fruits.

Crudivore – ne se nourrissant que d'aliments crus. CertainEs

crudivores sont aussi végétarien/nes ou végétalien/nes.

Libération animale – terme définissant la volonté que les animaux ne soient plus exploités par les humains, dans le but de leur en épargner la souffrance, que ce soit pour les manger, utiliser leur force, s'en servir pour la recherche, pour ses loisirs, ou autre.

Antispécisme – courant éthique s'opposant au *spécisme*, c'est-à-dire à la discrimination sur la base de l'appartenance à une espèce. Très proche de la libération animale, ce courant se fonde sur le principe que les intérêts d'un animal à ne pas souffrir et à vivre une vie satisfaisante importent autant, moralement, que les intérêts équivalents d'un être humain.

Ecologie profonde (en anglais « deep ecology ») – éthique écologique selon laquelle toute la nature a une valeur propre (*biocentrisme, holisme*), et pas seulement une valeur utilitaire pour les humains (*anthropocentrisme, environnementalisme*). Toutes les espèces vivantes, mais aussi les écosystèmes, sont des sujets moraux selon l'écologie profonde. Vu la situation actuelle, certainEs « deep ecologists » préconisent une réduction importante de la population humaine.

Ecologie sociale – ce courant de l'écologie politique propose d'analyser les causes sociales de la destruction de l'environnement, et de s'appuyer sur les luttes sociales pour créer une société écologique et libertaire.

Ecologie industrielle – approche de l'ingéniérie visant à recycler tous les déchets industriels dans d'autres procédés, en planifiant les procédés industriels de manière intégrée. Ses promoteurs prétendent s'inspirer de la nature.

Développement durable – terme utilisé pour désigner un développement économique qui concilierait la croissance

économique avec le respect de l'environnement et l'équité sociale. Ses promoteur-ices ne remettent pratiquement jamais en cause l'idéologie et la symbolique du développement, ni les fondements de l'économie marchande.

Permaculture – approche de l'agriculture et de l'habitat visant l'autonomie et la stabilité à long terme et à minimiser les besoins en travail et en énergie, notamment en imitant les écosystèmes naturels par la complémentarité des espèces. L'organisation dans l'espace et dans le temps doit être planifiée de telle sorte que chaque fonction soit assurée par plusieurs éléments (plantes, animaux, eau, soleil…), et que chaque élément ait plusieurs fonctions (nourriture, protection, chauffage, épuration…), pour garantir la pérennité du système.

Bibliographie / à lire

Renato Pichler, « Les conséquences écologiques et économiques d'une alimentation basée sur la viande », Sennwald, ASV, 1998.

Ed Ayres, « Beyond 2000 - will we still eat meat ? », Time Magazine (traduction Vegi-Info, Lausanne), 1999

André Gasser, « Ecologie et végétarisme », in Vegi Info n°8, p.8-9, 1999

Jean-Michel Jaquet, cours sur les « Ressources naturelles », Université de Genève, 2001.

« Végétarien & Végétalien, vivre sans manger les animaux », Toulouse, A.V.I.S., 1999.

« Manger est un acte politique ! », FTP n°8, 1999.

Clémentine Guyard, « Dame Nature est mythée: seconde mutation », Lyon, Carobella ex-natura, 2002.

Murray Bookchin et Dave Foreman, « Quelle écologie radicale ? Ecologie sociale et écologie profonde en débat », Lyon, Atelier de création libertaire, 1994.

« Communautés, naturiens, végétariens, végétaliens et crudivégétaliens dans le mouvement anarchiste français : textes », Invariance, 1994

« Justicia animal » No1, Madrid, 2001

www.permaculture.org